

La **tenure track** ne doit pas nécessairement être la norme partout ni pour tous : elle devrait l'être **dans les établissements et les départements qui prétendent « jouer dans la cour des grands »** en recherche.

Les professeurs accepteraient le principe de la **sélection à l'entrée**, de la **tarification des études**, de recrutements et titularisations suivant le principe d'une **tenure track** à la française; une représentation forte des **tutelles dans le CA** ; la nature **managériale** de la présidence.

Il s'agit d'évoluer progressivement vers une situation où le **CNRS ne fait que financer** des postes, des chaires ou même seulement des **rachats** partiels de service d'enseignement dans la population des enseignants-chercheurs.

Le **CNRS** devrait poursuivre sa **transformation en agence de moyens** et cesser complètement de recruter des personnels administratifs ou techniques avec un statut de fonctionnaire.

Il semble que les **grandes banques commerciales** soient les mieux placées pour développer le **crédit aux étudiants**.

Nous vivons dans une période de taux d'intérêt historiquement bas : il faut en profiter pour **faire démarrer ce système**.

L'**inégalité** et la **dualisation** (des établissements) sont un état de fait qui va s'intensifier sans que personne n'y puisse rien changer. D'ores et déjà, dans l'enseignement supérieur français, **l'égalité**, c'est seulement pour les **élèves moyens et faibles...** et il y a de **l'égalité dans la pauvreté**.

Comment **faire passer la pilule** de la **hausse des droits d'inscription** ? Il faut certainement commencer par assurer le développement du **crédit aux étudiants**. Arranger le coup avec les banques et le ministère des finances

On peut imaginer maintenir dans chaque université **quelques formations de licence quasi-gratuites** dans les grandes disciplines, à côté de **formations payantes**. L'ancien système à côté du nouveau. Ces **formations gratuites** seront **bientôt désertées**, sauf par les militants de l'UNEF, qui mettent 6 ans à faire une licence.

* Issu des Macron Leaks. Passages librement sélectionnés.
Note de service rédigée par Robert Gary-Bobo, Professeur d'économie à l'ENSAE le 16 novembre 2016, pour la préparation de la campagne présidentielle d'Emmanuel Macron. Envoyé à Thierry Coulhon, alors président de PSL.
<https://wikileaks.org/macron-emails/emailid/50687>

D'une certaine manière, il faudrait prendre le meilleur des deux modèles : celui des **grandes écoles**, avec leur **direction centralisée autoritaire**, représentant plus ou moins directement la tutelle, et celui de **l'université** vue comme partenariat de professeurs cooptés, **mais sans autonomie administrative**.

Il faut donc un vrai sénat académique réunissant les professeurs titulaires (et eux seuls : car il faut **désyndicaliser les universités**) les hauts fonctionnaires de la rue Descartes devraient venir siéger dans les CA des établissements, et y faire leur travail, voire **directement les administrer**

Les professeurs accepteraient le principe de la **sélection à l'entrée**, de la **tarification** des études, de recrutements et titularisations suivant le principe d'une **tenure track** à la française; une représentation forte des **tutelles dans le CA** ; la nature **managériale** de la présidence.

Au lieu de chercher à piloter l'enseignement supérieur par le haut, la rue Descartes devrait se mêler de ce qui est utile, et qu'elle ne fait pas et **laisser jouer la concurrence**.

Un complément indispensable des réformes
proposées ci-dessus est la liberté pour tous les
établissements d'enseignement supérieur de
sélectionner leurs étudiants.

Les établissements pourront redéployer les
ressources consommées dans la gestion de la
sélection par l'échec (car **le**
redoublement coûte cher !)

A peu près tout ce qui est proposé ci-
dessus est politiquement sensible. On
sait que les **groupes syndicaux**
étudiants peuvent aller assez loin dans
la protestation. Il y a peut-être tout
de même des **astuces** qui permettent
de **faire passer ces réformes,**
avec un peu de courage.

Il semble important de séparer les deux choses ;
savoir **où on va** (cela peut être utile
parfois) et **comment on y va** (par des
chemins parfois un peu sinueux, pour **faire**
avaler la pilule au malade
récalcitrant),

On peut laisser la possibilité d'opter pour
une redevance payable à l'Etat à la fin des
études, pour frais de scolarité
mais on pourra aisément faire
en sorte que ce soit **plus**
intéressant d'emprunter à
une banque.

Le système investit dans ses
jeunes ; il investit dans le capital
humain ; il croit en l'avenir. **Tous les**
parents du pays deviennent
collectivement « actionnaires »
de tous les jeunes et investissent
dans leurs projets d'étude en leur prêtant de
l'argent.